

PRÉFET DE LA VENDÉE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER  
DE LA VENDEE

La Roche-sur-Yon, le 11 mai 2016

Service : Eau Risques et Nature

Unité : Politiques de l'eau et de l'environnement

M. BONNAUDET Jean-François

LE COLOMBIER  
85 110 SAINTE CECILE

affaire suivie par :  
Christophe TISSOT  
Tél. : 02 51 44 33 24  
Fax : 02 51 44 33 48  
christophe.tissot@vendee.gouv.fr  
Réf. : 85-2016-00179

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement  
**Création d'un plan d'eau d'irrigation**  
**Courrier de notification de décision**

P.J. : Récépissé de déclaration  
Arrêtés de prescriptions générales

Monsieur,

Par courrier reçu le 29 avril 2016, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**un projet de création d'un plan d'eau d'irrigation**

**Lieu dit "Marigny"**

**Commune de SAINTE CECILE**

dossier enregistré sous le numéro : **85-2016-00179**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'attire votre attention sur le fait, sauf accord formel préalable, qu'il vous est **interdit de commencer cette opération avant le 29 juin 2016, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition motivée à votre déclaration** conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai il peut également vous être demandé des compléments sur le fond au titre de la régularité de votre dossier, ou des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent vous être imposées.

Passé ce délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Par ailleurs vous trouverez également les arrêtés de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

À défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Enfin, je vous rappelle que le prélèvement d'eau lié à l'usage de l'ouvrage devra faire l'objet d'une autorisation spécifique au titre du code de l'environnement via l'organisme unique de gestion collective (EPMP).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du service eau, risques et nature

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Grégory COURBATIEU